LE NOUVEAU CODE PÉNAL

Igor Andrejew

I

1. Le 19 avril 1969 la Diète de la République Populaire de Pologne a voté un nouveau Code pénal. Ainsi, après presque vingt ans, ont été terminés les travaux qui cherchaient à remplacer le code pénal de 1932 et de nombreuses lois additionnelles par un acte législatif uniforme qui conviendrait aux besoins de la lutte contre la criminalité dans un État socialiste et qui servirait de fondement aux activités des organes de l'administration de la justice d'une façon conforme aux principes socio-politiques et économiques de cet État.

Le Code pénal du 19 avril 1969 est une oeuvre où, à côté des règles de droit pénal élaborées par plusieurs générations et de la tradition nationale du droit polonais, on trouve de nombreuses institutions nouvelles du droit pénal, empruntées en partie aux réalisations de la science progressiste du droit pénal et aux systèmes juridiques d'autres pays socialistes — en particulier à celui de l'Union soviétique — et qui en partie sont des solutions originales de la doctrine.

Le but de cet article est d'exposer les institutions les plus importantes du nouveau Code. Après une brève présentation formelle du Code, ce texte passe en revue les institutions les plus intéressantes de la partie générale, esquisse le système de la partie spéciale et, enfin, caractérise quelques tendances fondamentales du nouveau Code.

2. Le Code compte 331 articles groupés en 43 chapitres. La partie générale comprend 121 articles (18 chapitres), la partie spéciale en compte 167 (18 chapitres) et enfin la partie militaire est représentée par 43 articles (7 chapitres).

Si l'on prend en considération le fait que les articles ne sont pas très longs (ils comportent en effet un ou deux, rarement trois et exceptionnellement plus de trois paragraphes d'une phrase chacun), on peut dire que le Code est, du point de vue de la

technique législative, un texte concis et ramassé. En ce qui concerne son style, il est conforme à celui de la législation pénale polonaise qui se développait depuis le code pénal de 1932 et poursuivait son développement après la Seconde Guerre mondiale.

De la concision du Code témoigne le fait qu'il renferme toutes les matières qui, antérieurement à sa publication, se trouvaient dans le code pénal de 1932 (295 articles), dans le code pénal de l'armée polonaise (172 articles) et dans de nombreuses lois pénales additionnelles.

II

1. Le Code conserve les règles antérieurement en vigueur en droit pénal polonais, telles que *nullum crimen nulla poena sine lege* (art. 1), la limitation de la responsabilité pour le délit inintentionnel aux cas déterminés par la loi (art. 6), la règle générale de la responsabilité pour la tentative (art. 12 § 1), la responsabilité pour l'acte préparatoire limitée aux cas déterminés par la loi (art. 14 § 2), la règle de la responsabilité pour l'incitation et l'assistance, indépendante de la responsabilité de l'auteur (art. 19 § 1) et beaucoup d'autres. La même forme, sauf quelques changements de peu d'importance, a été conservée par les dispositions concernant les formes de la faute (articles 7 et 8), la défense légitime (art. 22), l'état de nécessité (art. 23), l'erreur sur le fait revêtant les traits distinctifs du délit (art. 24 § 1), l'irresponsabilité (art. 25), la suspension conditionnelle de la peine (art. 73 et suiv.), la libération conditionnelle (art. 90 et suiv.), les mesures de sûreté, etc.

2. Il y a lieu toutefois de signaler de nombreuses solutions législatives qui s'écartent des règles en vigueur avant l'adoption du nouveau Code.

Ainsi, le délit est défini comme un acte socialement dangereux (art. 1), ce qui sert de fondement légal à la renonciation aux poursuites et à la répression dans les cas où l'acte n'est pas socialement dangereux.

3. Maintenant la division traditionnelle des infractions en crimes et délits, le Code pénal donne une définition étroite du crime (art. 5 § 2) et, par conséquent, dans cette catégorie ne rentrent que les actes menacés d'une peine dont le minimum est élevé (depuis 3 ans de privation de liberté).

4. Le Code pénal maintient 17 ans comme limite d'âge de la responsabilité pénale, mais il rend plus souple cette limite en

laissant condamner, dans des cas déterminés, un auteur qui a 16 ans révolus à des peines adoucies (cf. l'art. 57 § 1), la peine de mort étant toutefois exclue (l'art. 31). D'un autre côté, le Code prévoit des mesures éducatives et correctives à l'égard des mineurs de plus de 17 ans qui ont commis une infraction (art. 9 § 3).

5. Sans reprendre l'institution du cumul idéal d'infractions, le Code pénal développe l'institution du cumul de dispositions légales sur la base de la qualification cumulative des infractions, de manière que les jugements de condamnation reflètent pleinement le contenu criminel de l'acte (art. 10).

6. Le Code pénal relève au rang d'institution de la partie générale l'institution de l'acte préparatoire (y compris l'entente criminelle), ce qui permet de régler la question du désistement volontaire en cas d'acte préparatoire et en même temps, il faut le croire, contribuera à préciser davantage la tentative (art. 14).

7. A côté de la formule générale sur la défense légitime, le Code prévoit un cas particulier, celui de l'intervention en vue de rétablir l'ordre ou la paix publique (art. 22 § 2). Cette disposition a pour but de souligner l'appréciation juridique positive d'une telle intervention et, par cela même, de contribuer à généraliser cette appréciation.

8. Conservant le principe *ignorantia iuris nocet*, le Code précise toutefois que l'ignorance non coupable (même inintentionnelle) de l'illicite de l'acte écarte la responsabilité pénale (art. 24 § 2).

9. L'état d'irresponsabilité ou de la responsabilité sensiblement limitée résultant de l'hébétude (due à l'intoxication alcoolique ou narcotique) n'écarte pas la responsabilité pénale, si l'auteur est coupable de s'être mis dans l'état d'hébétude (art. 25 § 3). De cette manière, le Code exprime la règle de la protection sociale, sans renoncer toutefois complètement à la règle de la faute. La solution adoptée est dictée par la nécessité de mener une lutte plus efficace contre l'alcoolisme.

10. Une institution entièrement nouvelle est celle du non-lieu conditionnel. Il peut intervenir dans les affaires de moindre importance relativement, lorsque les faits ne suscitent pas de doute et les pronostics, quant à la personne de l'auteur, militent en faveur de la renonciation à l'audience et à la condamnation même à la peine la plus douce (articles 27 - 29). Nous reviendrons encore à cette question.

11. La liste des peines a été sensiblement enrichie. Parmi les peines principales, on trouve la peine de limitation de liberté qui se situe entre la peine de privation de liberté (unique, lorsqu'elle est

prononcée, mais différenciée au cours de son exécution) et la peine d'amende. La peine de limitation de liberté se rapproche de la peine de travail de correction, utilisée dans les systèmes de droit pénal de nombreux pays socialistes avec cette différence que dans le Code polonais on met davantage l'accent non pas sur l'obligation de travailler, mais sur la limitation de la liberté: choix de résidence, choix de travail, droit d'exercer des fonctions dans les organisations sociales (art. 33 § 2) ainsi que sur d'autres obligations (art. 35). Le tribunal peut indiquer un travail surveillé non rémunéré à des fins publiques (donc en dehors du travail salarié du condamné, ce qui concerne notamment les paysans individuels) ou bien un travail dans une entreprise socialisée (dans le cadre du travail salarié) avec déduction d'une partie de la rémunération.

12. Les limites légales de la peine de privation de liberté sont de 3 mois et de 15 ans. Le Code prévoit aussi une peine spéciale de privation de liberté pour 25 ans. Cette peine se situe entre la peine ordinaire de privation de liberté et la peine de mort, considérée comme une peine exceptionnelle (art. 30 § 2).

13. Parmi les peines complémentaires, il faut attirer l'attention sur les peines à caractère préventif fortement accentué: déchéance des droits parentaux ou tutélaires, interdiction d'occuper des postes déterminés, d'exercer une profession déterminée ou bien une activité déterminée, interdiction de conduire des véhicules mécaniques ainsi que confiscation des instruments de délit ou des objets obtenus par infraction. Ces peines peuvent, dans certains cas, être prononcées sans infliger simultanément la peine principale (art. 55).

14. Le Code développe largement les dispositions en matière de récidive. La récidive générale implique une peine plus sévère (art. 52). La récidive spéciale, en particulier la récidive multiple, fait augmenter la mesure de la peine (art. 60 paragraphes 1 et 2) et, en outre, implique des mesures spéciales de rééducation du condamné, après qu'il a purgé sa peine. Ces mesures consistent en « surveillance de protection » et en placement dans un centre de réadaptation sociale. La surveillance de protection entraîne plusieurs limitations à caractère prophylactique (art. 63 paragraphes 2 et 3), concernant notamment la résidence du condamné, la fréquentation des milieux déterminés, le travail, l'usage des boissons alcooliques, etc. Le centre de réadaptation sociale est conçu comme un établissement de semi-liberté. Le condamné exerce un travail socialement utile au centre même ou à l'extérieur, il s'adapte

progressivement à la vie en liberté, en bénéficiant des droits de plus en plus larges.

15. Le Code maintient et développe l'institution de la condamnation conditionnelle (art. 73 et suiv.) et celle de la libération conditionnelle (art. 90 et suiv.). La condamnation conditionnelle (appelée sursis conditionnel à l'exécution de la peine de privation de liberté) peut concerner une peine de privation de liberté allant jusqu'à 2 ans, et lorsque la condamnation a été prononcée pour une infraction inintentionnelle — une peine de privation de liberté jusqu'à 3 ans.

En cas de condamnation conditionnelle, une amende peut être prononcée qu'il y ait ou non un fondement à prononcer cette peine (ce fondement consiste normalement en ce que l'auteur a agi dans le but d'obtenir un profit — art. 36 § 3). La libération conditionnelle peut, en principe, intervenir, après que les deux tiers de la peine sont purgés (art. 91 § 1). Les deux institutions entrent en jeu, lorsque des pronostics favorables à l'accusé existent (art. 73 § 2 et art. 90 § 1). Le Code multiplie les mesures de résocialisation du condamné (articles 75, 76, 77 et 94).

16. Une notion nouvelle introduite par le Code est celle du délit continu (art. 58). Le Code ne définit pas cette notion, car il est difficile, en effet, de la définir dans une formule concise du Code. Mais il fait un pas en avant, en donnant au délit continu le caractère d'un terme légal. La faculté d'aller au-delà de la limite supérieure de la sanction, en cas de délit continu, diminue la différence entre la constatation dans un cas donné du délit continu, et la constatation d'un cumul d'infractions, ce qui fait affaiblir les controverses proces-suelles à ce sujet.

17. Le Code renferme une définition du caractère hooligan de l'infraction (art. 120 § 14), définition qui est le fruit de longues discussions dans la doctrine et qui fait l'objet de nombreuses divergences dans la jurisprudence. Ce caractère de l'infraction sert de fondement à une mesure plus rigoureuse de la peine et qui, en règle générale, est une peine de privation de liberté (art. 59).

III

Nous allons passer brièvement en revue la partie spéciale et la partie militaire du Code.

1. La partie spéciale débute par un chapitre sur « les infractions contre les intérêts politiques et économiques de la République Populaire de Pologne » (XIX). Il s'agit des crimes les plus graves, tels que

la haute trahison, l'espionnage, l'attentat terroriste, le sabotage, la trahison diplomatique et quelques crimes à caractère économique. Parmi ces derniers, une attention particulière mérite une espèce de « nocivité » économique criminelle, l'infraction qui consiste à accaparer des biens de grande valeur et qui s'accompagne d'une grave perturbation dans le fonctionnement de l'économie nationale, crime commis par un groupe de personnes agissant de connivence, en mettant à profit l'activité d'une unité de l'économie socialisée.

2. Le chapitre suivant (XX) porte sur les infractions contre la sécurité générale et la sécurité dans les transports sur terre, par eau et dans les airs. Le Code distingue entre l'action consistant à amener un danger général (catastrophe, écroulement d'immeuble, éclatement des explosifs et incendie) et l'action consistant à provoquer un danger imminent d'un tel événement. Signalons, notamment, l'action qui amène un danger général par la pollution des eaux, de l'air atmosphérique et du sol. Dans le même chapitre, il est également question de la provocation d'un accident de la route.

3. Les infractions contre les biens personnels de l'homme viennent immédiatement après les attentats susmentionnés contre les biens publics fondamentaux. De cette manière on met en relief la signification de la protection de l'homme et de ses droits. Ainsi, le Code s'occupe successivement des infractions contre la vie et la santé (chap. XXI), contre la liberté (chap. XXII), contre les mœurs (chap. XXIII), contre la dignité et l'intégrité corporelle (chap. XXIV), contre la famille, la tutelle et la jeunesse (chap. XXV) et contre certains droits du citoyen ou du travailleur (chapitres XXVI, XXVII, XXVIII).

4. Le chapitre sur les infractions contre les biens (XXIX) comprend les attentats spécifiques contre la propriété sociale (acte de s'emparer des biens sociaux et formes qualifiées de cet acte), les attentats contre les biens « d'autrui » (personnels et individuels: vol, appropriation criminelle, escroquerie, usure), ainsi que les infractions communes à tous les genres de propriété (vol audacieux, vol avec effraction, brigandage, détérioration d'un bien, coupe illégale de bois, enlèvement d'une voiture pour usage de courte durée, recel).

5. Les infractions économiques au sens large comprennent les « infractions économiques » au sens strict du mot (chap. XXX — incurie économique, fait de provoquer un manque, différentes formes de la spéculation illicite) et la falsification de la monnaie, des valeurs mobilières, des marques officielles ou des instruments de mesure (chap. XXXI).

6. Les chapitres relatifs aux infractions dirigées contre l'autorité et le bon fonctionnement des organes de l'État et des institutions d'État ou sociales (entreprises d'État ou avec participation de l'État, coopératives, organisations sociales du peuple travailleur, etc.) comprennent les chapitres sur « les infractions contre l'activité des institutions d'État et sociales » (XXXII — notamment l'agression contre un fonctionnaire et, séparément, l'agression contre un représentant de l'organe de l'ordre public, la concussion active et passive); sur « les infractions contre l'administration de la justice » (XXXIII — notamment la fausse déposition, la fausse accusation, la dissimulation des preuves d'innocence, la non-dénonciation de certains crimes); sur les « infractions consistant en violation du secret d'État ou de service » (XXXIV) et sur « les infractions contre les documents » (XXXV).

7. Un groupe à part représente le chapitre sur « les infractions contre l'ordre public » (XXXVI), qui est nécessairement mixte du point de vue de son contenu, car il embrasse les infractions qui ne trouvent pas de place dans les autres chapitres.

8. Il convient de signaler dans ce contexte que les faits qualifiés d'infractions correspondent, en général, à ceux qui étaient considérés tels par la législation antérieure. Néanmoins, dans plusieurs cas, les dispositions du Code sont plus étroites que celles du code de 1932 et des lois additionnelles, et parfois le Code enlève complètement à certains actes leur caractère punissable. Parmi les cas les plus marquants à cet égard signalons que le Code ne contient plus des dispositions sur la malfaçon et l'homosexualité comme actes punissables (jusqu'à présent la prostitution homosexuelle était punissable). Sont maintenues en vigueur les dispositions introduites au cours des travaux préparatoires au nouveau Code, qui classent les menus vols et d'autres attentats contre les biens dans les contraventions qui relèvent de la compétence des organes de la répression administrative.

9. La partie militaire se compose d'un chapitre qui contient des additions et des modifications de la partie générale ainsi que de 6 brefs chapitres sur « les infractions contre l'obligation au service militaire », « les infractions contre la discipline militaire », « les infractions contre les règles de conduite avec les subordonnés », « les infractions contre les règles du maniement des armements et du matériel militaire », « les infractions contre les règles du service militaire » et « les infractions contre les biens de l'armée ».

Le Code ne contient pas des dispositions qui mentionneraient

comme élément constitutif de l'infraction le fait qu'elles soient commises en temps de guerre.

10. Les dispositions de la partie spéciale et de la partie militaire prévoient au total 19 types des sanctions. Les sanctions les plus fréquentes sont: privation de liberté de 6 mois à 5 ans, privation de liberté jusqu'à 3 ans, privation de liberté d'un à 10 ans, privation de liberté jusqu'à 2 ans, privation de liberté ou l'amende, privation de liberté jusqu'à 5 ans (à partir de 3 mois).

IV

1. Le nouveau Code cherche à enrichir d'une façon notable les mesures de lutte contre la criminalité. Ces mesures sont différenciées en fonction du genre de faits criminels ainsi que de la personne de l'auteur, de l'ensemble des conditions caractéristiques à l'auteur et de l'attitude de celui-ci envers l'ordre légal.

Ainsi, le Code pose le principe d'une responsabilité plus rigoureuse pour les infractions graves menacées d'une peine dont la limite inférieure est relativement élevée. Cela concerne en particulier les crimes contre l'État et certains délits contre l'individu. Ainsi, la peine minimum pour l'homicide volontaire a été augmentée et s'élève à 8 ans de privation de liberté. Le viol collectif est qualifié de crime. L'infraction du type de malversation est menacée d'une peine sévère. Dans tous ces cas, le Code met fortement l'accent sur la fonction de prévention générale que doit remplir le droit pénal.

2. D'un autre côté, le Code offre de vastes possibilités d'atténuation de la peine, d'inapplication de la peine de privation de liberté et même d'abandon des poursuites. Ainsi, lorsque le degré du danger social de l'acte est insignifiant, la procédure pénale fait l'objet d'un non-lieu, bien que, formellement, l'acte présente des éléments constitutifs d'un délit. D'autre part, dans de nombreux cas (notamment les cas de vol de moindre importance), la procédure peut faire l'objet d'un non-lieu conditionnel, l'auteur étant soumis à une période d'épreuve. Le non-lieu conditionnel entre en jeu dans plus d'un tiers de qualifications légales de l'acte. Si le non-lieu conditionnel n'intervient pas et si un jugement de condamnation est prononcé, le tribunal peut, dans de très nombreux cas, prononcer une peine qui n'est pas celle de privation de liberté. Et même si le tribunal trouve opportun de blâmer l'auteur en prononçant une peine de privation de liberté, il peut, dans de très nombreux cas (90% de qualifications Légales), surseoir à l'exécution de la peine, à condition, bien entendu, que les circonstances requises soient réunies.

3. Le Code contient des directives expresses tendant à diminuer l'étendue d'application de la peine de privation de liberté, de courte durée notamment. Cette peine doit être remplacée dans une forte mesure par une peine de limitation de liberté et par l'amende. Celles-ci sont prévues dans plus de 40 articles. En outre, en vertu d'une disposition de la partie générale (art. 54) ces peines peuvent être prononcées alors même qu'elles ne seraient pas prévues par la sanction, lorsque l'infraction est menacée d'une peine de privation de liberté à partir de 3 mois (plus de 70 cas), et le tribunal, en prévoyant que la peine de privation de liberté à prononcer ne dépasserait pas 6 mois, trouve inopportune la condamnation à une peine de privation de liberté. Au total, la peine de limitation de liberté ou d'amende peut être prononcée dans 114 cas, ce qui représente 42% environ de toutes les qualifications légales.

4. Cherchant à élargir les mesures d'action sur l'auteur, le Code laisse une place importante à la participation de l'élément populaire, c'est-à-dire aux organisations sociales ou au personnel des entreprises qui, ayant un contact direct avec l'auteur dans la vie de tous les jours, peuvent l'aider à mener une vie honnête. La participation de l'élément populaire se manifeste nettement en cas de non-lieu prononcé en raison du degré insignifiant du danger social de l'acte, en cas de non-lieu conditionnel, en cas d'exécution de la peine de limitation de liberté, en cas de caution ou de surveillance d'un condamné conditionnel ou d'un condamné bénéficiant de la libération conditionnelle.

Ces vastes facultés de renonciation à la peine de privation de liberté vont de pair avec les mesures éducatives, telles que les divers devoirs imposés à l'auteur, la caution et la surveillance. Ces mesures sont appliquées d'une façon plus restreinte en cas de non-lieu conditionnel ou de condamnation à la peine de limitation de liberté; en revanche, elles sont plus largement utilisées en cas de condamnation conditionnelle ou de libération conditionnelle (notamment le devoir de réparer le dommage, d'exercer un travail salarié, d'étudier, etc.).

5. La différenciation des mesures pénales est fondée aussi sur la personnalité de l'auteur. A cet égard, le Code insiste sur deux catégories d'auteurs: les récidivistes et les jeunes adultes. Nous avons déjà parlé de la récidive, mais ajoutons que le Code permet exceptionnellement de renoncer aux mesures rigoureuses prévues pour les récidivistes, eu égard à l'ensemble des conditions dans lesquelles se trouve l'auteur (art. 61). En ce qui concerne les jeunes

adultes, de nombreuses dispositions mettent l'accent sur l'action éducative de la peine (art. 51), en ce qui concerne la mesure ainsi que l'exécution de celle-ci. En dehors des catégories susmentionnées d'auteurs, le Code contient de nombreuses autres institutions qui mettent en oeuvre l'idée de l'individualisation de la responsabilité et de la peine.

Le non-lieu conditionnel dépend étroitement de la personnalité de l'auteur (la condition absolue est de n'avoir jamais été condamné antérieurement à l'acte incriminé) et des pronostics favorables à son égard. Nous avons déjà mentionné que les pronostics favorables représentent la condition fondamentale de la condamnation conditionnelle et de la libération conditionnelle.

L'attitude de l'auteur qui se traduit par ses efforts, tendant à réparer le dommage causé ou à le prévenir de même qu'à contribuer à la découverte de l'infraction, ouvre la voie vers une qualification plus douce même des infractions les plus graves ou vers une atténuation extraordinaire de la peine.

6. On peut, maintenant, se demander comment le nouveau Code peut être apprécié dans la perspective historique du droit pénal polonais. Par la nature même des choses, le Code est une oeuvre complexe qui ne peut être appréciée que dans son fonctionnement. Malgré tous les soins apportés à édifier des constructions juridiques réfléchies et précises, on ne saurait garantir que la pratique ne révèle des inexactitudes ou des contradictions ou que les idées directrices de l'oeuvre ne soient entendues autrement que ne le prévoyaient ses auteurs.

Il semble cependant que nous sommes fondés de voir dans le nouveau Code un instrument de l'administration de la justice conforme à la légalité, dans laquelle les idées humanitaires et la finalité écartent, à un degré plus élevé que jusqu'à présent, la notion d'une simple revanche dont le délinquant est frappé pour avoir violé la loi.

Il semble que, dès à présent, l'idée du droit pénal — conçu comme un ensemble des mesures d'une lutte efficace et conforme à la légalité contre la délinquance dans un État socialiste—peut être considérée comme la dominante du nouveau Code pénal de la République Populaire de Pologne.